

Compte rendu du Comité syndical

Séance du 21 septembre 2018

Le vingt et un septembre deux mille dix-huit, à 14 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 14 septembre 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	109
Nombre de délégués présents ou représentés :	75 dont 18 pouvoirs

Étaient présent·e·s :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud Gibert (Bezons), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), M. Pascal Turano (Charenton), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), M. Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), M. Rodéric Aarsse (Malakoff), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), M. Éric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), M. Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Amirouche Laidi (Suresnes), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Mahrouf Bounegta (Villejuif), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Michel Jiaume (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), M. Patrick Ollier (MPG).

Suppléant·e·s avec voix délibératives :

M. Mathieu Tellier (Aulnay-sous-Bois), M. Hervé Leuci (Bobigny), Mme Sylvie Mariaud (Bois Colombes), M. Alain Dukan (Créteil), M. Patrice Marchal (Nanterre), Mme Anne-Laure Lebreton (Puteaux), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), M. Éric Benssoussan (Vincennes), M. Hervé Lepouriel (Grand Paris Grand Est), Mme Florence de Pampelonne (GPSO).

Excusé·e·s ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à M. Philippe Lebeau, M. Samuel Besnard (Cachan) donne pouvoir à M. Jean-Marc Bourjac, Mme Alice le Moal (Clichy) donne pouvoir à Mme Monique Bouteille, M. Fatah Aggoune (Gentilly)

donne pouvoir à M. Jean-Michel Arberet, M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont) donne pouvoir à M. Alain Guetrot, M. Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil) donne pouvoir à M. Jacques Godard, M. Christophe Paquis (Les Lilas) donne pouvoir à Mme Catherine Pilon, M. Raymond Charresson (Rungis) donne pouvoir à Mme Cécile Ranguin, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. Patrice Pattée, Mme Pascale Trimbach (Saint-Mandé) donne pouvoir à M. Éric Bensoussan, M. Pascal Thevenot (Vélizy-Villacoublay) donne pouvoir à M. Philippe Brillault, M. Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) donne pouvoir à M. Hervé Lepouriel, M. Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Mme Christine Bruneau, M. Jean-Marc Szmargd (GPSO) donne pouvoir à M. Bernard Roche, Mme Aline de Marcillac (GPSO) donne pouvoir à M. Michel Jiaume, M. Daniel Guiraud (MGP) donne pouvoir à M. Christophe Najdovski. M. Yann Wehring (Région Île-de-France) donne pouvoir à Mme Sophie Deschiens, Mme Isabelle Debré (Hauts-de-Seine) donne pouvoir à M. Jackie Boulay.

Excusés :

M. Xavier Caron (Enghien-les-Bains), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois).

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice par interim, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur des affaires juridiques et de la commande publique, Florent Texier, Directeur des finances, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 11 juillet 2018
2. Délibérations :
 - Approbation de la décision modificative n°2 du budget annexe Régie Velib' 2018
 - Approbation d'une mesure compensatoire relative aux locations du service public Velib'
 - Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib'
 - Modification des statuts du Syndicat
 - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
3. Points divers :
 - Points d'étapes sur la résiliation de la DSP Autolib'
 - Suivi des protocoles 1 et 2
 - Contrôle de la CRC

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 10 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Christophe Bernier est nommé secrétaire de la séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 11 juillet 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 11 juillet 2018.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 11 juillet 2018 est adopté.

2 - Délibérations

2.1 Décision modificative n°2 du budget annexe Régie Vélib' (délibération 2018 24)

Lors de la décision modificative n°1 du budget annexe régie Vélib' 2018 du 31 mai 2018, il avait été proposé d'inscrire un montant prévisionnel de 1 million d'euros en dépenses exceptionnelles pour permettre le remboursement des usagers demandeurs, pour la période allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018.

Au vu des demandes de remboursements reçues et des sommes effectivement facturées par le titulaire du marché et suite à la prolongation de la période concernée, qui s'étend maintenant jusqu'au 31 août 2018, ce montant doit être ajusté.

La présente décision modificative a donc pour objet d'ajuster comme suit les dépenses de la section de fonctionnement :

En dépenses :

- Augmentation des dépenses exceptionnelles : 1 000 000 €

Soit un budget total de l'exercice après la présente DM de :

- Section de fonctionnement dépenses : 43 710 000€
- Section de fonctionnement recettes : 45 714 004,73€

Soit un suréquilibre en fonctionnement de : 2 004 004,73€.

Ainsi après l'affectation au budget 2018 des recettes et dépenses supplémentaires énoncées dans le cadre de cette décision modificative la section de fonctionnement perdurera en suréquilibre de 2 004 004,73€

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE la décision modificative n°2 du budget annexe régie Vélib' 2018 arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67- Charges exceptionnelles	678		1 000 000€		
TOTAL			1 000 000€		

2.2 Approbation d'une mesure compensatoire relative aux locations du service public Velib' (délibération 2018 25)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à juin 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

Ainsi, il est proposé de ne pas procéder à la facturation ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de juillet et août 2018 pour les abonnements suivants :

- l'abonnement V-Libre ;
- l'abonnement V-Plus;
- l'abonnement V-Max.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE de ne pas facturer ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de juillet et août 2018 pour les abonnements au service Velib' suivants :

- *l'abonnement V-Libre ;*
- *l'abonnement V-Plus ;*
- *l'abonnement V-Max.*

Article 2 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67.

Article 3 : DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.

2.3 Approbation d'une mesure compensatoire relative aux abonnements du service public Velib' (délibération 2018 26)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1^{er} janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1^{er} avril 2018.

Compte tenu du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service ont déjà été adoptées par le Comité syndical sur la période courant de janvier à juin 2018.

Toutefois au regard de la persistance des problématiques techniques, la société Smovengo a été mise en demeure par le Syndicat de mettre en place un plan d'urgence et de redémarrage du service Vélib Métropole.

Ce plan d'urgence a été présenté début mai 2018 par le titulaire du marché et a depuis été déclenché.

La mise en œuvre du plan a eu pour effet de ralentir le déploiement des stations tel qu'initialement prévu ce qui affecte le fonctionnement normal du service à l'égard des usagers.

Par conséquent, il convient d'adopter, à nouveau, une mesure compensatoire au bénéfice des abonnés.

La présente délibération a donc pour objet d'adopter une mesure tendant au remboursement ou à la non facturation des abonnements sur les mois de juillet et août 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la mesure de remboursement ou de non-facturation des abonnements V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre de l'actuel service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de juillet et août 2018.

Pour bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne.

Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

Article 2 : DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67.

Article 3 : DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.

2.4 Modification des statuts (délibération 2018 27)

La société Autolib' a conclu, le 25 février 2011, avec le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole (le « **Syndicat** »), une convention de délégation de service public (DSP) pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (la « **Concession** »). La Concession est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

Par une lettre en date du 25 mai 2018, la Société Autolib' a notifié au Syndicat le défaut d'intérêt économique de la Concession en application de l'article 63.2.2 de celle-ci et sollicité le versement, sur le fondement de cet article, de la compensation financière qu'elle estime à 233,7 millions d'euros au total.

Par lettre en date du 23 juin 2018, le Syndicat a notifié à la Société Autolib', en application de la délibération adoptée au cours de la séance du comité syndical du 21 juin 2018, le souhait du Syndicat de ne pas verser cette compensation, ce refus ayant pour effet d'entraîner la résiliation de la Concession à la date du lundi 25 juin 2018 minuit, en application de l'article 63.3 de la Concession.

Aussi, des protocoles ont été conclus par le Syndicat et l'ancien délégataire afin de tirer toutes les conséquences d'une résiliation anticipée de la Concession. Les différentes modalités pratiques à organiser conduisent à une phase statutaire transitoire pour gérer la remise des biens de retour et la reprise intégrale de la compétence transférée par les Collectivités adhérentes au Syndicat.

Une restitution partielle de la compétence Autolib' aux collectivités est ainsi proposée dans un premier temps, leur permettant de disposer rapidement des Stations et Espaces Autolib' situés sur leur territoire, lesquels incluent les bornes de recharge. Le Syndicat conserve la compétence de gestion des conséquences nées de la résiliation anticipée de la concession, ce qui inclut la restitution des biens de retour, l'établissement du bilan de

clôture des comptes de la Concession, son contrôle et son éventuelle contestation par les voies conventionnelles (comité de conciliation) ou contentieuses.

Les modifications des statuts proposées à la suite sont la traduction de cette phase transitoire et précisent les ajustements sur la gouvernance et les relations financières entre le Syndicat et les collectivités membres durant cette période.

Elles comprennent :

- Une modification de l'objet du Syndicat prenant acte de la restitution partielle de la compétence Service public Autolib' par le Syndicat aux communes et établissements membres en conservant la compétence pour la gestion de la fin de la Concession et des contentieux éventuels en rapport avec cette compétence – à l'exclusion des contentieux avec les usagers qui relèvent de la Société Autolib' - article 2.1.2
- La possibilité de conclure des mises à disposition transitoires, par convention d'utilisation du domaine public annexée aux présents statuts, portant sur les biens de retour (stations / espaces Autolib') remis par la Société Autolib' au Syndicat, le temps du transfert effectif d'actifs entre la Société Autolib' et le Syndicat, dans l'intervalle du temps nécessaire à la validation des valeurs nettes comptables des actifs concernés. Le transfert effectif de propriété aux collectivités membres concernées interviendra ensuite- article 8.2
- Des modalités de calcul de la répartition des indemnités de résiliation de la Concession à payer à l'ancien concessionnaire. Ces dernières sont calculées en fonction du nombre de stations au 25 juin 2018 au prorata temporis de leur installation jusqu'à la date de résiliation (en mois/stations) en précisant l'indemnité pour la remise des biens de retour Stations/Espace Autolib' correspondante à la Valeur Nette Comptable (VNC) de chaque station remise - article 8.2
- La fixation d'un nombre de voix Autolib' au comité syndical déterminé en fonction du nombre brut de stations ou en équivalent stations au 25 juin 2018 - article 9.3.B
- Une précision de la contribution statutaire au fonctionnement du Syndicat des collectivités adhérentes à la compétence Autolib' et du socle commun calculée en fonction du nombre de stations au 25 juin 2018 - article 14

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : **APPROUVE** les statuts du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole tels qu'annexés à la présente délibération ;

Article 2 : **APPROUVE** le modèle de convention d'utilisation du domaine public à titre gratuit tel qu'annexé à la présente délibération ;

Article 3 : **AUTORISE** la Présidente à signer lesdites conventions d'utilisation du domaine public ;

Article 4 : **CHARGE** Madame la Présidente de l'exécution de la présente délibération.

2.5 Rendu-compte des décisions prises par la Présidente sur l'année 2018 dans le cadre de la délégation de compétence

Ce point inscrit à l'ordre du jour est reporté à la prochaine séance du Comité, faute de temps.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 16 heures 50.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement